



# Sur Arte, le procureur Jean Quatremer instruit le procès à charge de Syriza

- L'information - International - Europe, si près, si loin - Mauvaise Grèce -



Date de mise en ligne : lundi 9 novembre 2015

## Description :

Son nouveau documentaire revient sur la crise de l'été en ne donnant la parole qu'aux contempteurs de Syriza et aux adorateurs des politiques d'austérité.

---

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

---

En janvier dernier, Jean Quatremer, l'inénarrable correspondant de *Libération* à Bruxelles, commettait un documentaire intitulé « Grèce année zéro », qui s'avérait être [une pseudo-psychanalyse inepte et méprisante du peuple grec](#). Quelques mois après, il récidive avec un nouveau film, « Grèce, le jour d'après », diffusé le 20 octobre dernier sur Arte. Dans ce nouvel *opus*, Quatremer entend faire la chronique des événements allant de la victoire de Syriza aux élections législatives du 25 janvier 2015 à la réélection, le 20 septembre dernier, d'Alexis Tsipras à la tête du gouvernement grec. Or le récit qui est donné de ces huit mois marqués par les négociations qui aboutiront à la reddition complète du gouvernement emmené par Syriza et à l'adoption d'un nouveau plan de rigueur tout aussi brutal que les précédents, a pour particularité de ne faire entendre qu'un seul et même refrain : celui des contempteurs de Syriza et des adorateurs de l'Union européenne et de ses politiques d'austérité.



## Un déséquilibre vertigineux

Rien de surprenant à cela toutefois. En effet, en confiant l'écriture de ce film à Jean Quatremer (épaulé de Pierre Bourgeois, professionnel de l'audiovisuel qui avait déjà réalisé le film précédent), Arte faisait déjà un choix éditorial - voire politique - fort. De la part de ce spécialiste de la politique et des institutions européennes, europhile béat de surcroît, qu'espérer d'autre qu'un point de vue conforme à celui des institutions européennes et des créanciers d'Athènes ? Et vu le parti-pris éhonté de sa couverture, dans *Libération*, sur son blog ou les réseaux sociaux, en juin et juillet dernier, de l'acmé du processus de négociations avec la victoire du non au référendum sur le plan de rigueur, suivie de la capitulation d'Alexis Tsipras [1], nul ne pouvait s'attendre à un film équilibré. Mais en l'espèce, il faut bien reconnaître que Quatremer s'est surpassé !

Pour preuve, le décompte édifiant des tours et du temps de parole offerts aux différents intervenants sollicités par Quatremer :

### ► Responsables européens, et intervenants grecs critiques de Syriza :

## Sur Arte, le procureur Jean Quatremer instruit le procès à charge de Syriza

---

- Pierre Moscovici (commissaire européen aux affaires économiques et monétaires) : 19 interventions - 12'35
- Jean-Claude Juncker (président de la commission européenne) : 18 interventions - 9'10
- Wolfgang Schäuble (ministre des Finances allemand) : 6 interventions - 4'05
- Evangelos Venizelos (député Pasok ; ex-ministre des Affaires étrangères) : 2 interventions - 1'
- Kyriakos Mitsotakis (député Nouvelle démocratie (conservateur) ; ex-ministre de la réforme administrative) : 3 interventions - 50"
- Harry Theoharis (député To Potami, ex-secrétaire général aux Finances grec) : 35"
- Petros Kladakis (chef d'entreprise) : 2 interventions - 45"
- Petro Markaris (écrivain) : 6 interventions - 3'20
- Yanis Pretenderis (journaliste « To Vima » / « Mega Channel ») : 4 interventions - 1'20
- Nikolas Bloudanis (historien) : 3 interventions - 1'25
- Micro-trottoir référendum : 4 électeurs votant oui - 1'40

**Total : 36'45 pour 68 interventions**

► **Grecs et Grecques commentant à chaud les négociations en cours** - et affichant une relative neutralité dans leurs jugements :

- Nicos Vernicos (Président du syndicat des armateurs) : 2 interventions : 55"
- Giannis Siasstras (Président d'Euro capital Trader) : 25"
- Achilleas Milonopoulos (Secrétaire général OTOE - fédération grecque des employés de banque) : 2 interventions - 45"
- Agents du fisc, Athènes : 3 témoignages - 1'30
- Micro-trottoir référendum : 1 électrice incertaine - 20"

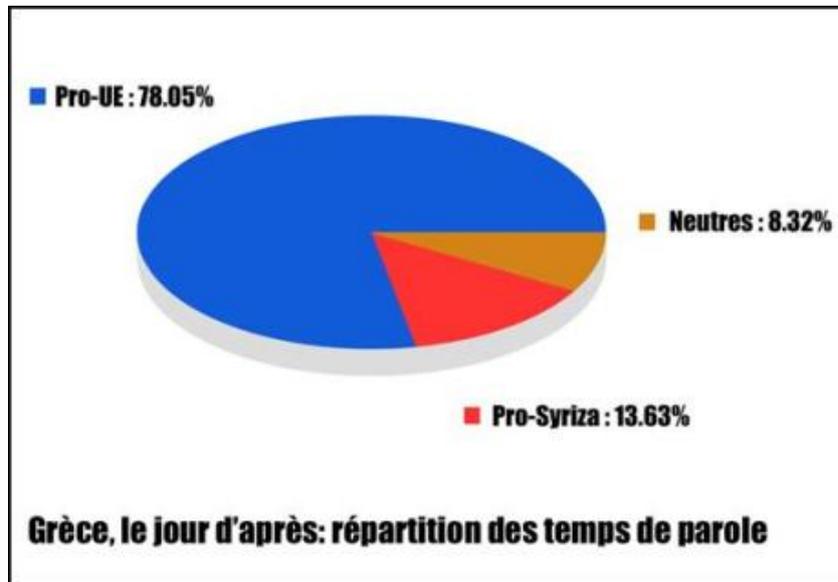
**Total : 3'55 pour 9 interventions**

**- Prises de position en faveur de Syriza :**

- Georgios Katrougalos (ministre du travail grec ; ex ministre de la réforme administrative - Syriza) : 5 interventions - 2'30
- Elias Nikolakopoulos (politologue ; proche de Syriza) : 4 interventions - 2'25
- Micro-trottoir référendum : 5 électeurs votant non - 1'30

**Total : 6'25 pour 14 interventions**

Soit :



La disproportion est telle qu'il ne s'agit plus seulement de déséquilibre. Jean Quatremer s'est assis sur toute forme de pluralisme pour livrer une histoire unilatérale, dans laquelle les vainqueurs sont invités à donner leur version des événements sans être jamais contredits. Ou si peu : les six pauvres minutes concédées au ministre de Syriza et au politologue proche du parti au pouvoir, ainsi qu'aux cinq électeurs ayant choisi le non au référendum du 4 juillet, constituent à peine un alibi aux flots d'explications, justifications, ratiocinations, verdicts définitifs et autres jugements fielleux déversés principalement par Pierre Moscovici et Jean-Claude Juncker - dont les témoignages occupent près de 40 % du film.

Subodorant sans doute que quelques téléspectateurs s'apercevraient de ce léger biais dans la démonstration, Jean Quatremer tente de s'en expliquer dans un commentaire pathétique : « *Georgios Katrougalos est le seul ministre de Syriza qui ait accepté de nous parler. Pendant six mois, nous avons multiplié les demandes d'entretien avec les différents membres du gouvernement chargés des négociations. Sans résultat. Un black out étonnant dans une démocratie moderne .* »

Ainsi donc, s'exprimer devant la caméra d'un Jean Quatremer, quand bien même il vous couvrirait de boue à longueur de colonnes, serait un devoir pour tout responsable démocratique moderne... On aimerait que Quatremer, en tant que journaliste forcément démocrate et moderne, soit aussi soucieux de ses obligations démocratiques en termes d'indépendance, de pluralisme et d'objectivité !

Quant au fond de l'argument, quel terrible aveu, qui révèle crûment les insuffisances professionnelles de Jean Quatremer ! Face au refus de la plupart des ministres de Syriza de s'exprimer, n'y avait-il pas d'autres recours pour exposer les opinions anti-austérité, ou au moins offrir un contrepoint aux élucubrations bruxelloises de Moscovici et Juncker ? Pourquoi Georgios Katrougalos et à Elias Nikolakopoulos apparaissent-ils si peu et si brièvement tout au long du film ? Au-delà, n'était-il pas possible de trouver d'autres militants ou figures de la vie politique, intellectuelle et sociale grecque critiques des diktats européens ? Pourquoi aucun des nombreux économistes hétérodoxes s'étant prononcés publiquement contre les positions et les potions des institutions européennes n'a-t-il été invité à s'exprimer ? Pourquoi aucun responsable politique issu d'une formation européenne solidaire de Syriza n'apporte-t-il son éclairage ? Quant à aller à la rencontre des Grecs « ordinaires » pour essayer de comprendre leurs points de vue, leurs divergences, leurs difficultés et les conséquences de l'austérité dans le pays, bref à enquêter, on ne saurait trop demander à Quatremer, journaliste de salon s'il en est, qui ne s'épanouit jamais autant que dans les allées et les alcôves du pouvoir, au chevet des « grands » d'Europe...

De toute évidence, si le carnet d'adresses de Jean Quatremer est bien rempli, ce n'est pas la diversité et le pluralisme qui le caractérisent. Peut-être est-il temps que le journaliste ose franchir la Seine, lui qui narguait en juillet dernier, depuis la « rive gauche » et aux côtés de son compère Arnaud Leparmentier, les manifestants solidaires des Grecs ?



## Un contenu (forcément) caricatural

Nous n'analyserons, ne commenterons, ni ne critiquerons ici les arguments déployés par Moscovici, Juncker, Schäuble, ou par les Grecs interviewés par Jean Quatremer, qui tous étrillent d'une façon ou d'une autre Syriza et son refus d'un nouveau train de mesures austéritaires sans renégociation préalable de la dette. Si l'on peut douter de la crédibilité d'ex-ministres appartenant à des formations politiques ayant conduit le pays à la ruine pendant des décennies, et qui, revenus dans l'opposition, attribuent tous les maux de la Grèce à un parti au pouvoir depuis six mois, ce n'est pas le rôle d'Acrimed de se livrer à l'exégèse des discours eurocratiques - aussi malveillants, bornés, lacunaires, approximatifs ou inexacts soient-ils -, dont la triste mélodie n'est que trop connue.

En résumant et en synthétisant, voilà en substance ce que les interlocuteurs de Quatremer psalmodient pendant près d'une heure que dure « Grèce, le jour d'après » : Syriza est un pseudo parti politique, balkanisé, qui a fait campagne en jouant sur le nationalisme et en s'appuyant sur un programme irréalisable, puis qui a gagné les élections par surprise en janvier 2015, sur un score médiocre ; le gouvernement formé par Alexis Tsipras était constitué d'amateurs qui n'avaient jamais gouverné et ne voulaient pas vraiment le faire ; faux révolutionnaires, ils n'avaient ni la volonté ni le courage de s'attaquer aux grandes fortunes des armateurs [2] ; sans stratégie, le gouvernement a renoncé à réformer et s'est enlégé dans l'immobilisme tout en s'enfermant dans des négociations sans fin avec l'Union européenne ; négociations qu'il ne voulait pas vraiment voir aboutir, espérant rafler la mise par

le chantage au Grexit ; c'est Yanis Varoufakis, personnage drôle et pittoresque [3], mais déconnecté de la réalité et malfaisant, qui a orchestré cet enlisement des négociations ; si le référendum décidé par Alexis Tsipras a entraîné une rupture de confiance chez ses partenaires européens, et meurtri Jean-Claude Juncker, ce grand affectif [4], il a au moins permis au premier, relégitimé, de se débarrasser de l'encombrant Varoufakis ; mais il était trop tard, les dirigeants européens, trahis et ulcérés, avaient déjà démocratiquement décidé de châtier la Grèce, son impudent gouvernement, et la rébellion électorale de son peuple contre le libéralisme autoritaire promu par les institutions européennes.

Ce conte pour enfants biberonnés à l'ordo-libéralisme bruxellois est servi par un montage trépidant (91 extraits d'interview, d'une durée moyenne n'excédant pas 30 secondes, rythment les 57 min du film) et ne laisse guère de place aux commentaires, très rares. Celui qui suit est néanmoins symptomatique de l'état d'esprit du documentariste Quatremer, comme du ton général de son film :

Les institutions de la zone euro, composées principalement de conservateurs et de sociaux-démocrates découvrent toute la **difficulté de négocier avec un parti de gauche radicale qui veut obtenir l'aide financière des Européens, mais sans les réformes qui vont avec. La nomination de Yanis Varoufakis n'a pas facilité les choses, il a rapidement hérissé ses partenaires et notamment le plus puissant d'entre eux, Wolfgang Schäuble**, le ministre des Finances allemand. Le second plan d'aide court jusqu'au 30 juin, au-delà sans accord sur les réformes, ce sera la faillite du pays. En attendant, sur le front intérieur grec, peu de choses se passent.

Et comme tout conte pour enfants, celui-ci se conclut forcément sur une « happy end » dans laquelle les méchants (gauchistes, anti-européens et irresponsables) sont défaits, les gentils (pro-européens, modérés et responsables) l'emportent, et où, ultime rebondissement, le chef des méchants (Alexis Tsipras) devient raisonnable, et triomphe en acceptant de se soumettre pour le bien des siens à la dure loi de la grande famille européenne :

Réélu le 20 septembre 2015 à l'issue d'élections législatives anticipées, il s'est **débarrassé de son encombrante aile gauche anti-européenne. Les Grecs espèrent beaucoup de ce jeune dirigeant** qui n'est pas compromis avec le système clientéliste local et ne l'ont pas sanctionné pour avoir capitulé devant ses créanciers. Alexis Tsipras sera-t-il l'homme providentiel qui parviendra à transformer la Grèce en un État moderne doté d'une économie compétitive ? Finalement, **les Grecs ont dit oui aux réformes et à l'austérité . Oui, mais avec Alexis Tsipras.**

Après ce dernier commentaire qui sonne comme un film publicitaire à la gloire de l'Union européenne et qui clôt le documentaire, il ne reste plus qu'à espérer que Jean Quatremer ne se soit pas engagé auprès d'Arte pour une trilogie...



\*\*\*

C'est une chose que Jean Quatremer fasse systématiquement prévaloir ses opinions, ses convictions et ses fantasmes européistes dans son travail journalistique - c'est aussi son droit, et cela ne regarde que son employeur et les lecteurs de *Libération*. Mais c'en est une autre qu'Arte, chaîne publique, faut-il le rappeler, lui confie la réalisation d'un documentaire sur un sujet à propos duquel ses parti-pris sont légendaires. Résultat : un film qui, plutôt que d'informer honnêtement le public des intérêts des parties en présence, des enjeux sur lesquels elles s'affrontent, et de leurs interprétations nécessairement contradictoires des événements, choisit son camp, et laisse la partie qui domine d'une puissance écrasante pilonner librement le vaincu et lui attribuer toute la responsabilité de l'humiliation qu'il lui inflige. S'il n'était aussi grossier, un tel chef-d'oeuvre aurait toutes les caractéristiques d'un bon vieux film de propagande officielle... Un comble pour un chantre de la modernité et de la démocratie comme Jean Quatremer !

### Blaise Magnin

---

[1] Dans nos nombreux articles sur le sujet, Quatremer a souvent tenu les premiers rôles... Voir notamment : [« Jean Quatremer, humoriste et martyr »](#) ; [« Couverture médiatique du référendum en Grèce : le meilleur du pire »](#) ; [« Curée médiatique contre le référendum « irresponsable » d'Alexis Tsipras »](#) ; [« Référendum en Grèce : les éditocrates et la démocratie en 140 signes »](#) ; [« La Grèce vue par Libération : la ligne Bruxelles-Quatremer ne fait pas l'unanimité »](#).

[2] La critique est savoureuse venant de Pierre Moscovici, cet ennemi universellement reconnu des grandes fortunes, et surtout, de Jean-Claude Juncker, ex-Premier ministre du Luxembourg, paradis fiscal patenté et éden de la finance la plus débridée, siège de Clearstream, et havre de toutes les formes d'évasion fiscale...

[3] Dixit Pierre Moscovici...

[4] Dixit Pierre Moscovici, toujours...